

G8...G20...Rio+20. L'agenda international de ces mois de mai et juin est très chargé.

Quelle place pour l'environnement ? Surtout, ne pas être une contrainte de plus face à une urgence économique et financière qui malmène nos pays occidentaux. Mais plutôt une brique fondamentale dans la co-construction qui s'amorce.

Conflits d'accès à l'eau de plus en plus importants, problèmes de pollution de la ressource, modèles agricoles qui doivent être repensés en profondeur, stratégies énergétiques à rendre plus agiles et diversifiées...ces enjeux sont désormais criants, ils se matérialisent au Sud et au Nord, et à chaque fois des réponses adaptées doivent être trouvées. Et ces réponses, et c'est nouveau, font émerger de nouveaux modèles économiques, attirent l'investissement public et privé, sont sources d'innovation et de richesse durable.

C'est bien l'émergence de ces nouveaux modèles que nous devons pousser et accélérer à Rio+20, pour ancrer la transition écologique au cœur de l'économie. D'où la continuité, et non l'opposition entre G8, G20 (mais aussi G77) et Rio+20. C'est un agenda essentiel, et pour lequel le temps presse.

J'étais fin avril à Tchernobyl, dans le cadre d'un voyage d'étude Green Cross International, auprès des programmes locaux (saluons au passage l'engagement admirable de Green Cross Suisse et Green Cross Ukraine dans ces programmes). Plus que jamais, la stratégie énergétique et nos projets doivent être conçus dans une approche d'analyse transparente du compromis risque / bénéfice, et de solidarité.

Nos collègues du Sud et des pays en voie de développement l'ont bien compris. L'Afrique Centrale, avec la CEEAC (Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale), construit progressivement une feuille de route qui fait de l'économie verte, de l'accès à l'eau, d'une alimentation de proximité et du développement des énergies renouvelables diversifiées des axes de développement. C'est encourageant, et cela nécessite de les soutenir (en particulier, nous concernant, autour de projets Smart Water for Green Schools, où l'exemple du Ghana est passionnant).

Nous espérons déclencher, par la mobilisation française du 8 juin, un formidable élan pour faire de Rio+20 le départ d'un plan d'action ambitieux et concret vers la transition écologique de nos économies. Et nous vous invitons à en suivre les progrès, jour après jour, mois après mois. Nous avons besoin pour ceci du soutien de chacun d'entre vous.

Nicolas Imbert, directeur exécutif, Green Cross France et Territoires

Alors que s'est achevé un Forum Mondial de l'Eau en demi-teinte, nous devons désormais obtenir des engagements de fond pour Rio+20. Aux côtés de Green Cross International, GCFT reste mobilisée et poursuivra ses efforts pour un meilleur partage de l'eau sur les territoires.



MARSEILLE, FRANCE '12

LE TEMPS DES SOLUTIONS

Green Cross a été impliquée dans une dizaine d'initiatives autour du Forum Mondial de l'Eau à Marseille. Notons la participation active de **notre président fondateur international Mikhaïl Gorbatchev**, et du **président de la branche française de l'association, Jean-Michel Cousteau**.

Le discours de Mikhaïl Gorbatchev est consultable sur <http://gcft.fr/WP/forum-mondial-de-leau-retrouvez-le-discours-du-president-mikhail-gorbatchev/>



« **Nothing can be more important than water** »

Le président Mikhaïl Gorbatchev a plaidé pour une politique ambitieuse tant dans la gestion partagée de la ressource en eau, que dans la nécessité d'économiser l'eau et de la dépolluer, ou encore dans l'importance de développer l'accès à l'eau.

Jean-Michel Cousteau était également présent et a parlé de l'importance du cycle de l'eau et ses principales étapes, autour de jeunes du monde entier. Cela a constitué l'occasion à la fois de rappeler l'essentiel, et de confirmer les priorités d'une gestion sereine de la ressource en eau.

A Rio+20, ce sujet crucial sera au cœur de la gouvernance internationale. Tant mieux, puisque les enjeux sont immenses. Face à des besoins croissants et en compétition, il y a urgence à agir. L'eau est essentielle à nos besoins élémentaires : alimentation, hygiène, santé... C'est la seule ressource sans substitut.

Nouveau!

Lors du Forum Mondial de l'Eau, Green Cross International s'est associée à la Global Water Solidarity Platform de l'UNDP, qui accélère le développement des mécanismes « 1% eau de solidarité internationale ».

- ✓ Le discours de Mikhaïl Gorbatchev est consultable sur <http://gcft.fr/WP/forum-mondial-de-leau-retrouvez-le-discours-du-president-mikhail-gorbatchev/>
- ✓ Green Cross France et Territoires met à disposition en haute définition les photographies prises lors de l'événement, à retrouver sur <http://www.facebook.com/media/set/?set=a.238250976271853.52341.146220685474883&type=3>
- ✓ La déclaration finale Eau Planète et Peoples est consultable sur <http://www.france-libertes.org/Declaration-finale-d-Eau-Planete.html?overlay=non>
- ✓ Et notre livret de l'impliqué, toujours disponible sur <http://gcft.fr>



Journée Mondiale de l'Eau

L'accès pour les besoins humains élémentaires (boisson et hygiène) de l'ensemble de la population, le renforcement de la résilience des communautés agricoles aux impacts du changement climatique, la réduction des déchets alimentaires et des eaux usées et le renforcement de la productivité agricole pour chaque goutte d'eau utilisée : ces défis supposent de gros efforts dans la gestion des ressources hydriques. Plusieurs actions peuvent être préconisées : consommer des produits moins exigeants en eau, limiter les scandales du gaspillage alimentaire, produire davantage d'aliments de meilleure qualité avec moins d'eau, et adopter un régime alimentaire plus sain. Economiser l'eau et assurer la sécurité alimentaire de tous passe par un nouveau mode d'action. <http://bit.ly/cQz69r>

Pour célébrer la Journée Mondiale de l'Eau, une vidéo produite par la FAO nous rappelle les besoins en eau nécessaires à la production des aliments. En partant des légumes (13 litres d'eau pour produire une tomate) jusqu'au steak (7 000 litres), cette vidéo souligne que l'agriculture absorbe plus de 70% des prélèvements d'eau douce au niveau mondial. <http://bit.ly/GFEoSk>



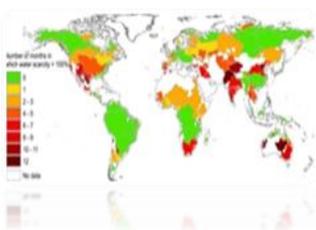
L'eau n'est pas une marchandise, c'est le bien commun de l'Humanité et du Vivant.

Faire de l'eau, un bien commun vital et non marchand, un enjeu prioritaire pour toutes et tous, tel est l'objectif phare de « Eau, planète et peuples ». Reconnu comme droit humain par la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies le 28 juillet 2011, le droit à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et tous se heurte au modèle de développement polluant et insoutenable. Les cycles hydriques naturels, l'accroissement des inégalités, l'urbanisation et la très grande pauvreté tendent à briser les cycles hydriques naturels. Pour espérer changer la donne, la volonté et l'engagement politiques doivent se renforcer, tout comme la réglementation. <http://bit.ly/xLXEvE>



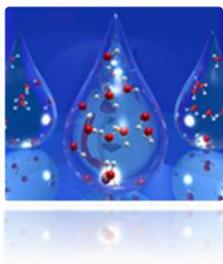
L'accès à l'eau souffre d'un manque de volonté politique.

Dans les 20 prochaines années, plus de 2 milliards de personnes de plus qu'aujourd'hui (plus de 40% de la population mondiale) sont appelées à vivre dans des bassins hydrographiques soumis à un stress hydrique élevé. Gourmandes en eau, les industries manufacturières, la production d'électricité thermique, et la consommation des ménages provoqueraient une hausse de la demande d'eau de près de 55%. Une gouvernance mondiale de l'environnement serait de rigueur et sera au cœur des débats lors du Sommet de Rio +20, en juin prochain. <http://bit.ly/GCij6B>



Rareté de l'eau.

Chaque année, 2,67 milliards de personnes sont concernées par la rareté de l'eau au moins un mois par an. Selon Ashok Chapagain du WWF britannique « les moyennes annuelles peuvent masquer ce qui se passe réellement à l'échelle d'un bassin. Visualiser la rareté de l'eau mois par mois nous aidera à mieux comprendre la demande en eau et de subvenir aux demandes économiques et sociales et aux besoins des rivières elles-mêmes ». Notons qu'à l'échelle mondiale, 92 % de l'eau douce est utilisée pour l'agriculture. <http://bit.ly/z0Ggil>



Les micropolluants de l'eau.

Soutenue par des politiques publiques, la recherche s'est engagée depuis quelques années dans l'étude des micropolluants. Poussée dans ses retranchements, la recherche voit émerger certaines molécules dont les impacts environnementaux et sanitaires peuvent demeurer toxiques. Face à cela, le ministère de l'Écologie a lancé en 2010 un plan national d'action « micropolluants » pour la période 2010-2013, complété par un plan d'action spécifique aux résidus médicamenteux, initié en 2011. <http://bit.ly/HaRAip>



La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ?

Sans réel produit de substitution, l'eau est source de sécurité d'un point de vue socio-économique, et peut symboliquement s'associer à la vie. Facteur de conflits transfrontaliers, l'eau peut générer de véritables guerres. Entre pression démographique grandissante, révolution technique et changement climatique, la pression instaurée sur la ressource en eau ne fait que s'accroître. L'avenir de certaines populations au Moyen-Orient, au Proche-Orient ainsi qu'en Asie centrale en serait dépendant. Or, la construction de barrages ou encore les menaces de certains pays de couper l'approvisionnement en eau de leurs voisins dépendants ne peuvent être gérés par une institution internationale. Seule la Convention de New York, votée en 1997, apporte un cadre juridique à ce type de situation. Un manque de concertation, autrement dit la protection de la souveraineté, semble être au cœur des conflits. Entre choix politiques et stratégiques, et facteurs environnementaux, la question de l'eau et de ses conflits dans le monde reste une problématique contemporaine à suivre de près. <http://bit.ly/yOWu8o>



Nous mangeons plus d'eau que nous n'en buvons.

A l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, la Fondation *We Are Water* lance une alerte : la plus grande partie de l'eau que nous consommons est intégrée à la nourriture, la production d'1 kilo de porc nécessitant par exemple 6 000 litres d'eau. Avec la forte pression démographique à venir, les besoins en eau pour garantir une nourriture à l'ensemble de la population mondiale va devenir l'un des principaux problèmes à gérer. La Fondation développe donc une campagne de sensibilisation et lance son application smartphone, « We Eat Water », qui calcule l'empreinte en eau des repas de différents pays. <http://bit.ly/HnGeog>



Qualité de l'eau du robinet en France - L'appel au secours de l'UFC-Que Choisir.

La ressource en eau diviserait les Français, selon une analyse préoccupante. Une grande majorité d'entre eux (97,5%) bénéficierait d'une eau du robinet de bonne qualité, quand dans le même temps deux millions de consommateurs perçoivent une eau non conforme aux normes réglementaires. La pression agricole en serait en grande partie responsable : la contamination de l'eau par les pesticides, nitrates et sélénium toucherait un million de foyers. D'origine structurelle, la pollution agricole tiendrait au fait que le principe pollueur-payeur soit inversé : 7 à 12% de la facture d'eau des ménages français contribuerait au traitement de la ressource. D'un point de vue économique et environnemental, percevoir une eau conforme reste un enjeu primordial. L'association UFC-Que Choisir se tourne vers les pouvoirs publics nationaux et européens afin de contrer la pollution à la source. <http://bit.ly/GAxNVT>



Une sécheresse exceptionnelle frappe l'Europe.

L'Europe occidentale ainsi qu'une partie de la Méditerranée sont frappées par une sécheresse hivernale inhabituelle. D'après Météo France, le mois de février présente une pluviométrie métropolitaine des plus basses depuis 1959. Or les nappes phréatiques se rechargent en automne et en hiver, périodes durant lesquelles les précipitations ne sont pas absorbées par la végétation et s'évaporent peu en raison des températures plus basses et de la longueur moindre du jour. La menace d'un été difficile pour l'agriculture est donc de mise. <http://bit.ly/z9Clgg>



Changement climatique : un coût de 2 000 milliards de dollars pour les océans.

Le coût des dégâts causés aux océans par le réchauffement climatique pourrait s'élever à 2 000 milliards de dollars par an d'ici 2100, si rien n'est fait pour enrayer le phénomène. Plusieurs facteurs ont été pris en compte par l'Etude du Stockholm Environnement Institute, comme la pêche, le tourisme, les tempêtes, l'élévation du niveau de la mer, et l'océan comme puits de carbone. L'étude conclut que « l'inaction serait dramatique ». <http://bit.ly/GM5Zya>

Le climat méditerranéen grimpe vers Lyon.



En trente ans, le climat méditerranéen est remonté de 70 à 100 km vers le nord et l'ouest, atteignant déjà Toulouse, Millau et Montélimar. Et pourquoi pas bientôt Lyon ? Cela semble d'autant plus probable que nous ne sommes qu'au tout début du processus de changement climatique selon les dernières projections du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur le Climat). C'est en tout cas l'évolution spectaculaire qu'évoque une récente étude d'une équipe de l'INRA sur l'évolution des températures et précipitations dans le sud de la France. <http://bit.ly/FQFxiK>



Echange avec Mikhaïl Gorbatchev lors du Forum Mondial de l'Eau

Après avoir présidé l'URSS de 1985 à 1991, Mikhaïl Gorbatchev s'est réorienté vers la défense de l'environnement, ayant pris conscience du massacre écologique de son pays natal. Suite au forum de Rio 1992, il crée alors en 1993 Green Cross International. Face à la constante dégradation environnementale de la planète, il plaide pour la création d'un tribunal international chargé de juger les auteurs de crimes écologiques, et reste cependant sceptique sur l'élaboration d'une organisation mondiale de l'environnement qui ne serait pas garant de l'opinion de la société civile. Il encourage également les pays à opter pour la fin du nucléaire civil, et reste indulgent face à la lente transition énergétique des pays dépendants. Les pays développés doivent sortir du « consensus de Washington » afin de mieux appréhender la nouvelle donne écologique et sociale, et servir de modèle à ceux émergents. Et ce, dans un

contexte où les thématiques écologiques doivent relever d'une co-construction entre la société civile, les autorités et les acteurs économiques. <http://bit.ly/wzbAA9>



Déforestation : encore des prélèvements sauvages sur la forêt primaire.

L'organisation écologiste Greenpeace déplore l'exploitation et le commerce du ramin, essence indonésienne menacée, propre à la fabrication de pâte à papier. Réglementée par la loi et par la Cites (Convention sur le commerce international des espèces en danger), la commercialisation du ramin a été suspendue par le gouvernement depuis 2001. Or, Asia Pulp and Paper, seul groupe papetier de rang mondial, ne détient pas de licence d'exportation, a été pris de court par l'ONG qui atteste la présence de l'essence prohibée au sein de l'usine. <http://bit.ly/xjwclL>



Fuite d'hydrocarbures en mer du Nord : la défaillance était connue.

La plateforme Elgin-Franklin se voulait être un « projet pionnier, référence mondiale » en matière de forage offshore profond d'hydrocarbures. Malgré ce défi technologique, le groupe Total a dû faire face à une menace d'explosion fin mars. Dix ans après son installation, on apprenait qu'elle faisait encourir des risques pour les hommes et l'environnement, se classant au second rang du palmarès des pires plateformes. Ces défaillances de sécurité laissent chercheurs et écologistes sceptiques quant à la volonté de forer en Arctique, région du globe aux réglementations plus laxistes et caractérisée par une faune et une flore encore quasi vierges. <http://bit.ly/HkR54u>



La durabilité des biocarburants remise en question par un rapport.

Selon l'étude EU Transport GHG Route to 2050 soutenue par l'UE, les biocarburants conventionnels présenteraient des effets pervers à long terme, et ce d'un point de vue économique et écologique. La légitimité de la politique environnementale européenne est ainsi remise en question. Certains décideurs politiques y voient un prétexte propice à l'accord de subventions agricoles, voire la garantie d'une certaine sécurité énergétique. L'UE a réorienté ses objectifs, passant de 10% d'utilisation de « biocarburants » dans les transports en 2020 aux « énergies renouvelables » en 2009. Les experts affirment que seuls 8,8% de l'objectif européen proviendrait des biocarburants, tandis que le milieu associatif hisse la part d'éthanol à base de sucre à hauteur de 22%. Quel que soit le parti pris, certains critères semblent avoir été négligés : entre rentabilité, durabilité, et utilisation de carburants de deuxième génération, la directive relative aux énergies renouvelables est sujette à controverse. Face à l'introduction de mesures environnementales sensées stimuler le secteur de l'énergie éolienne et solaire, et réduire les émissions, des raisons commerciales et politiques ont fait front commun pour l'emporter sur la Commission. L'ouverture d'un marché garanti pour les agro carburants issus de l'éthanol à base de sucre était une aubaine sachant que la réforme de la politique agricole commune de 2006 avait réduit de 36% le prix garanti du sucre ; et répondait également aux pressions émises par l'industrie automobile. Une proposition sur les émissions indirectes devrait voir le jour dans le courant de l'année, distinguant biocarburants faibles en carbone (éthanol) et ceux fortement émetteurs (biodiesel). Le

défi des 10% est quant à lui à craindre. La situation de surcapacité dont l'UE va s'affranchir aura très certainement des conséquences politiques et environnementales peu glorieuses.
<http://bit.ly/HxBvmQ>



Taxe carbone : la Chine s'oppose à l'UE.

L'administration de l'aviation civile chinoise vient d'interdire aux compagnies nationales de payer la taxe sur les émissions polluantes, dite « taxe carbone », imposée par l'Union Européenne depuis le 1er janvier 2012. Cette mesure vise à lutter contre le réchauffement climatique en rachetant des quotas de l'ordre de 15% des émissions de gaz à effet de serre produites par ces appareils. Les Etats-Unis ont également rejeté cette mesure unilatérale, et pourraient inspirer d'autres pays tels que la Russie et le Brésil. Un déséquilibre des prix en faveur des pays réfractaires pourrait alors se faire sentir. <http://bit.ly/xuR65M>



Un an après Fukushima, une chaîne humaine pour sortir du nucléaire.

Un an après la catastrophe nucléaire, qui déclencha de grandes inquiétudes sur le nucléaire, des millions d'habitants continuent d'être exposés à une radioactivité. Avec des seuils de contamination comparables à ceux observés lors de Tchernobyl, la culture du riz est de nouveau autorisée dans des zones contaminées au Césium 137. Au Japon, 28% de l'énergie provenait de l'atome ; désormais la société civile presse le gouvernement d'en sortir, et aujourd'hui les centrales nucléaires du pays sont à l'arrêt. <http://bit.ly/x6VW7n>

Agriculture : le défi de l'intensification durable.

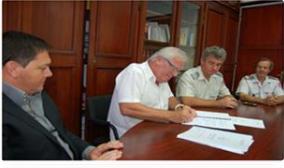
Nourrir l'ensemble des habitants de la planète tout en respectant l'environnement : voici l'enjeu de l'intensification agricole durable. « Après des décennies de travaux sur l'amélioration des intrants, la recherche mondiale va devoir concentrer ses efforts sur la productivité naturelle des sols et des plantes », pronostique Marion Guillou, présidente de l'Institut national de recherche agronomique (INRA). Parvenir à cet objectif va poser un défi scientifique majeur, car il s'agira de produire plus, avec moins d'eau. <http://bit.ly/wVfBij>



« Soyons tous consom'acteurs ! »

La dixième semaine du développement durable s'est déroulée du 1er au 7 avril 2012. Elle a été l'occasion d'un rappel des bonnes pratiques et d'une découverte des initiatives en faveur du développement durable. Cette semaine était pilotée par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement. À cette occasion, les entreprises, les associations, les services publics, les collectivités et les établissements scolaires ont été invités à promouvoir les principes du développement durable. Elle visait à sensibiliser les consommateurs à une production plus respectueuse de l'environnement, avec au premier plan la question des déchets et de leur recyclage. Pour ce faire, le ministère a choisi de faire connaître et de valoriser l'information environnementale qui permet à chacun de devenir un consommateur éclairé. Affichage environnemental des produits de consommation, écolabels, étiquettes sur les polluants volatils, signes de qualité "reconnus Grenelle environnement" sont des outils et des repères du quotidien qui donnent les moyens d'être acteurs de notre consommation. <http://bit.ly/zJzrGO>





Guadeloupe. Des stages « de recyclage » pour les pollueurs.

Un nouveau programme vient d'être lancé par le parquet pointois en partenariat avec le Parc national : le programme Marine. « Il s'agit de sortir du principe habituel (constatations de l'infraction, poursuites et sanction) pour offrir un mode de répression plus intelligent ». La personne prise en infraction sur terre ou en mer se verra proposer un stage « de recyclage » d'une demi-journée, adapté à la Répression des infractions à la Nature et à l'Environnement. C'est une réelle alternative aux poursuites devant le tribunal de police ou devant le tribunal correctionnel qui voit le jour ; et qui contribue à une certaine éducation citoyenne axée sur le développement durable. <http://bit.ly/HFJ1JY>



Tchernobyl : les populations rurales toujours en état de survie.

Depuis 1996, Green Cross accompagne les populations ukrainiennes, biélorusses et russes souffrant des conséquences environnementales via des programmes de médecine sociale, et informe de manière transparente sur les conséquences de la catastrophe. Un voyage d'étude, auquel Nicolas Imbert, directeur de GCFT, a participé, a été l'occasion de commémorer la 26ème année de la catastrophe nucléaire en se rendant à Tchernobyl. La catastrophe a affecté près de 10 millions de personnes, dont 100 000 personnes localisées dans des zones encore contaminées. Les nouvelles générations font notamment les frais des carences subies par les mères lors de leurs grossesses. Une inégalité s'est créée entre les zones urbaines propices aux structures d'assistance, et celles rurales exemptes d'accès à une eau contrôlée et de centres de soins. Green Cross s'est ainsi mobilisée pour leur apporter une aide matérielle, pédagogique, et psychologique. <http://bit.ly/INYuba>



« La France ne tire pas les leçons de Tchernobyl et de Fukushima ».

De retour de Tchernobyl, Green Cross déplore le manque de préparation de nos sociétés face aux risques nucléaires. Vingt-cinq ans après la catastrophe, les niveaux de radiation y sont acceptables malgré leur taux deux à trois fois supérieurs à la moyenne. L'alimentation produite localement reste tout de même un des principaux risques physiques pour la population. Contaminée pour des siècles, la zone d'exclusion n'est pas prête de se repeupler. Des technologies voient le jour pour encapsuler les radiations. D'un point de vue économique, la seule Ukraine consacre plus de 5% de son budget annuel à la réparation des effets directs de la catastrophe.

En France, beaucoup reste encore à faire, en priorité en vallée du Rhône <http://bit.ly/JjZO60>

PRIX DE L'EAU
OPÉRATION TRANSPARENCE
POUR LA TRANSPARENCE DU PRIX
DU SERVICE DE L'EAU EN FRANCE

La **Fondation France Libertés** et **60 millions de consommateurs** vont lancer la deuxième phase de l'**Opération Transparence** en juillet : après un premier volet consacré au prix du service de l'eau, le deuxième sera consacré à la qualité de la ressource.

Tous les citoyens auront à nouveau la possibilité de participer à cette grande enquête collaborative. Rejoignez le mouvement sur <http://www.prixdeleau.fr/>

Green Cross France et Territoires est membre du Club France Rio+20 et sera présente et active à Rio, du 15 au 23 juin 2012. Afin de favoriser l'obtention d'engagements de fond à cette occasion, que ce soit lors de la Conférence de Rio+20 (du 20 au 22 juin 2012), du Sommet des Peuples (du 15 au 23 juin 2012) ou des événements associés, **nous avons dégagé 10 priorités concrètes.**

Parmi ces priorités, **5 sont des éléments de démarche :**

1. Une **meilleure intégration et prise en compte des gouvernements et collectivités locales** dans les instances internationales,
2. Un **calendrier contraignant et plus ambitieux que la déclaration préparatoire**, effectuant en 18 mois le plan de travail prévu sur 2012-2015,
3. Des innovations diversifiées, adaptées aux attentes, vers une **économie verte** qui serve efficacement le bien-être de tous,
4. Une meilleure **mise en adéquation des fonds environnementaux internationaux avec les objectifs** collectivement définis,
5. Des orientations qui portent dès leur adoption leurs **indicateurs d'évaluation associés.**

Nous avons également défini 5 objectifs en termes de **résultats concrets à atteindre :**

1. Une **meilleure intégration des thématiques eau, agriculture, énergie, industrie, biodiversité, éducation** sur les territoires,
2. La prise en compte et l'anticipation du **rôle des enjeux d'accès** (à l'alimentation, à l'eau, à l'énergie...) **dans les conflits,**
3. La création effective dès 2013 d'une **organisation mondiale de l'environnement** avec une institution internationale de témoignage pouvant acquérir des compétences juridiques,
4. L'amorce lors de la conférence de la création en 2012 d'un tiers de confiance, indépendant, international, qui valide la **transparence des engagements dans la durée,**
5. Le **renforcement du cadre éthique du développement durable**, matérialisé notamment par une mention explicite de la **Charte de la Terre dans le document final.**

Il nous tient à cœur de pousser ces différents enjeux dans les prochains mois pour atteindre, avec le concours de toutes les autres parties prenantes, l'accord le plus ambitieux, réaliste et concret possible à Rio+20, et de mettre en place dès le 23 juin les outils d'un suivi attentif des prochaines étapes.

Dates clés :

- ✓ Le 8 juin : Mobilisation de la société civile organisée par le Club France Rio+20 à Paris, Parc de la Villette ;
- ✓ Du 16 au 19 juin : Forum préparatoire à l'invitation de la présidentielle Brésilienne ;
- ✓ Du 20 au 22 juin : Conférence officielle des Nations Unies sur le Développement Durable

AGENDA

Mai

- ✓ Les 21 et 22 mai : Green Cross à Marseille

Juin

- ✓ Le 5 juin au soir : Conférence d'introduction au colloque « Gastronomie, Manger sain et Territoires », à Saint Brieu
- ✓ Le 6 juin : mobilisation des institutionnels à Paris, organisée par l'UNRIC
- ✓ Le 8 juin au matin : mobilisation de tous, au Parc de la Villette, en présence notamment des ambassadeurs Isabelle Joschke et Bruno Sroka.
- ✓ Du 14 au 26 juin : GCFT à Rio+20. Interventions de Jean-Michel Cousteau, Luc Hardy et Nicolas Imbert (détail ci-après)
- ✓ Le 28 juin : Intervention de Nicolas Imbert (stratégie énergétique et prospective) en introduction du Forum Enerpresse, Deauville

Juillet

- ✓ 12 juillet : Conférence Green Cross à Cherbourg, pour l'étape de la solitaire du Figaro, en présence de son ambassadrice Isabelle Joschke.

Zoom sur l'agenda Rio+20 (régulièrement actualisé sur <http://gcft.fr>)

- ✓ 14 juin: Intervention de Green Cross International et du WWF sur l'eau (RioCentro),
- ✓ 16 juin: Journée consacrée à Green Cross, à la Fondation Vargas (Botafogo Beach) ;
- ✓ 18 juin : Conférence sur le changement climatique, ouverte au public et à la presse, à la Fondation Vargas (Botafogo Beach) ;
- ✓ 21 juin: Prise de parole officielle de Green Cross International, et du Club de Rome sur la Charte de la Terre ;
- ✓ Du 15 au 23 juin : Sommet des peuples, parc de l'Aterro do Flamengo, à Rio de Janeiro au Brésil,
- ✓ Du 16 au 21 juin : Conférence préparatoire de Rio+20 à Copacabana,
- ✓ Du 20 au 22 juin : Forum International Rio+20.



Dernier mois !

A la station de métro Luxembourg, exposition photo sur les Bishnoïs (Inde – Rajasthan), avec des clichés de Franck Vogel. Green Cross France et Territoires est partenaire de l'exposition. Ouvert de 5h30 à minuit, accès gratuit.

Nous rejoindre

1% pour la planète – Green Cross partenaire agréé



Green Cross France et Territoires est fière d'être devenue en décembre 2011 **Partenaire Agréé** du Club 1% pour la planète, qui rassemble plus 1 400 entreprises présentes dans plus de 40 pays, et qui s'engagent à reverser 1% de leurs chiffres d'affaires à la protection de l'environnement.

C'est plus que jamais la confirmation que pour assurer un avenir serein, l'économie peut et sait se mettre au service de l'homme et de son environnement. <http://bit.ly/19qXoK>

Devenir membre – Pour recevoir toutes nos informations, suivre nos activités, devenir membre et/ou offrir un don : <http://gcft.fr>

Réseaux sociaux – Suivez notre actualité sur Facebook, Twitter et LinkedIn.



<http://www.facebook.com/GCFetT>



http://twitter.com/_gcft



http://linkd.in/_gcft

Green Cross France et Territoires 26-28 rue Danielle Casanova 75 002 Paris

+33 1 84 16 07 89

contact@gcft.fr – <http://www.gcft.fr>